



TOUT ÇA POUR ÇA

Deux mois après le résultat des élections législatives, Emmanuel Macron a fini par s'asseoir sur le vote des français·e·s en choisissant Michel Barnier. Dans un élan sans doute christique, « les derniers seront les premiers », il choisit un représentant du parti ayant le moins de député à l'Assemblée nationale.

Exit l'augmentation de 10 % du point d'indice, exit la reconquête des services publics, exit l'abrogation de la retraite à 64 ans et continuons les politiques orthodoxes néolibérales ! Bien que désavouée dans les urnes, la ligne néolibérale va perdurer, avec le soutien amical du RN.

Lors des dernières élections législatives, la CGT a pris toutes ses responsabilités en appelant à battre l'extrême droite et à choisir le programme du Nouveau Front Populaire qui est le plus proche de nos revendications.

La mobilisation du monde du travail est nécessaire pour défendre ses revendications, c'est le sens de l'appel de la CGT à une journée de grève et de manifestations qu'elle souhaite les plus unitaires possible le 1^{er} octobre

La CGT appelle à participer aux manifestations ce **samedi 7 septembre** :

- 10H30 Nantes Préfecture
- 11H St Nazaire, place des Droits de l'Homme

LE SÉMINARISTE

On savait notre nouveau n°1 à la DRFIP 44 épris de communication, on le découvre fan de séminaire !

Il est ainsi sorti du chapeau un séminaire des SIE prévu le 03 octobre à Nantes. Dans quel but ?

On suggère d'y aborder toutes les difficultés rencontrées par les SIE nantais avec leur antenne « sous traitante » à Fontenay le Comte ou l'apport discutable que constitue l'ouverture d'un centre de contacts des pros à Carpentras.

La Cgt l'a déjà dit à la direction : multiplier les interlocuteurs, c'est multiplier les problèmes et la charge de travail ! Aujourd'hui les SIE sont en sous effectif et en souffrance.

Le budget de fonctionnement de la Drfip 44 ne souffrant visiblement pas de restrictions, la direction s'offre son propre séminaire le premier octobre à Piriac, en bord de mer. Le premier jour semble réservé à « l'état-major », expression plus que jamais appropriée vu l'armée mexicaine de cadres sup' sup' dont

nous disposons. Ils seront gracieusement hébergés sur place le soir dans un modeste village VVF, car ils enchaîneront sur une journée élargie le lendemain aux services de direction. On vous laisse apprécier.

DÉGRINGOLADE OU DÉCADENCE ?

Les services publics continuent de couler.

En cette rentrée, dans 56 % des collèges et lycée, il manque au moins un·e professeur·e.

On meurt aux urgences après des dizaines d'heures d'attente sur un brancard faute de personnel.

Le nombre d'enfants sans abris a explosé de 120 % depuis 2020.

Et 500 contrats à durée déterminée ont été résiliés du jour au lendemain à la protection judiciaire de la jeunesse.

Le réseau routier français était classé numéro 1 mondial en 2002 pour sa qualité, il est tombé à la 18^e place 20 ans après...

On pourrait continuer longtemps cette liste mais Challenges fait la synthèse :



GABEGIE

Le pouvoir a affaibli l'enseignement professionnel et « survendu » l'apprentissage pour arriver au chiffre d'un million d'apprentis. Le coût unitaire d'un apprenti est passé pour les finances publiques de 14 403 € en 2018 à 22 736 € en 2022.

En Allemagne, c'est le patronat qui paie ses apprentis. Il dépense 24 milliards par an. Il a donc tout intérêt à bien les former pour les employer ensuite.

En France, les 24 milliards d'€, c'est l'État qui les donne au patronat, sans contrôle ! Résultat « près d'un quart des contrats d'apprentissage de 2022 ont été rompus dans les neufs premiers mois dont plus de deux tiers suivis d'un abandon. » selon la FSU. Soit si l'on fait un rapide calcul, 180 000 jeunes environ sur le carreau. L'affaire est très rentable pour les entreprises avec un reste à charge salarial qui va de 351 € pour un apprenti niveau 3 (CAP) à 733 € pour un diplôme de niveau 7 (master) lors de la première année du contrat. (@MagazineCapital).

Autant embaucher des fonctionnaires...